

Pour revenir encore une fois sur les problèmes créés par l'automatisation, l'entente récemment conclue entre les syndicats et les chemins de fer a retenu mon attention. Je n'ai pas l'intention de dire ce que je pense des aspects économiques de cette entente, mais je trouve que d'autres industries en butte aux mêmes problèmes auraient peut-être avantage à examiner les dispositions prises pour s'occuper des employés les plus susceptibles d'être mis à pied à cause des modifications tendant à rendre l'exploitation plus efficace et pour leur apprendre un autre métier quand c'est possible.

Sans doute, le ministre n'a-t-il pas abordé cet aspect particulier de la question, mais il me semble que ces dispositions particulières de l'entente reflètent ses vues, ses sentiments et sa pensée. Ceux qui connaissent le ministre connaissent son sens inné de la justice et savent qu'il est homme à inspirer confiance et à tracer la voie vers la collaboration.

L'un des problèmes les plus tenaces qui empoisonnent notre pays depuis des années, monsieur l'Orateur, est l'énorme déficit chronique de notre balance des paiements avec les États-Unis, dont le déficit commercial constitue une bonne partie. Ce problème est directement lié à la crise frappant nos réserves de devises étrangères déclenchée en juin dernier et dont il constitue un facteur important. Nos trop fortes importations, consistant dans une grande mesure en biens œuvrés, se sont payées par des capitaux étrangers importés au Canada.

Qu'on me comprenne bien, monsieur l'Orateur. Je n'ai rien à redire aux capitaux étrangers qui sont investis au Canada, bien au contraire, mais entre les capitaux étrangers qui servent aux immobilisations et à l'équipement assurant notre production future et ceux qui nous permettent d'importer des biens de consommation et qui devront être remboursés d'une façon ou d'une autre, il y a une différence.

On peut vraiment comparer notre pays au cultivateur imprévoyant qui vend ses cinq dernières acres de terrain pour s'offrir un voyage en Floride. C'est exactement ce que nous faisons. C'est ainsi que nous agissons. Nous avons dilapidé et gaspillé notre avoir pour assurer le présent.

En 1961 nos importations de biens de consommation ont atteint près de 2 milliards de dollars. Une bonne partie comprenait des marchandises œuvrées qui pourraient être fabriquées au Canada. Cela ne nous donne-t-il pas à penser? Sûrement cela veut dire que nous ne devons épargner aucun effort en vue de pousser l'industrialisation de notre pays, car

[M. Chaplin.]

quelle que soit l'importance de notre industrie primaire, l'importance que conservera notre grande richesse en matières premières nous ne pouvons pas simplement compter là-dessus dans l'avenir pour assurer une expansion devenue nécessaire.

Le Canada et les autres nations du monde libre aident et doivent continuer d'aider les pays sous-développés en leur fournissant entre autres des techniciens, de l'argent pour se procurer du matériel moderne et outiller leurs industries, des moyens de formation. Cette assistance, des pays sous-développés l'utilisent d'abord pour mettre en valeur leurs propres matières premières. Il en résulte une concurrence accrue sur le marché des matières brutes et aujourd'hui cela nuit considérablement à la position du Canada en tant que fournisseur mondial.

Il y a, monsieur l'Orateur, des théoriciens qui disent que nous devrions nous spécialiser dans les produits que nous sommes le mieux en mesure de fabriquer. Ce que cela comprend je ne saurais le dire. Mais je sais qu'aujourd'hui beaucoup de produits synthétiques peuvent se fabriquer. Avec l'outillage voulu et une main-d'œuvre spécialisée, on pourrait exploiter des fabriques de matières plastiques dans n'importe quel pays du monde. Voilà un autre secteur où de nouveaux produits et de nouvelles matières peuvent soutenir la concurrence avec des matières classiques. Selon moi ce qu'il faut surtout fournir à l'avenir, en plus de mettre au point de nouvelles techniques, c'est la compétence administrative chez les chimistes, les ingénieurs, les techniciens et les ouvriers spécialisés. Il nous sera possible d'y arriver avec une industrie secondaire saine, robuste et prospère. Sinon, nous tirerons de l'arrière et notre économie s'effondrera rapidement devant la concurrence européenne et asiatique, en plus de celle que nous avons depuis toujours les États-Unis.

Qu'a fait le gouvernement pour stimuler l'expansion de l'industrie dans notre pays? Il y a eu, bien sûr, la dévaluation du dollar dont les grands avantages commencent à se manifester. Mais c'est surtout de l'activité du ministère du Commerce dont je veux parler maintenant. Le ministre du Commerce a fait un travail magnifique. Il a fait preuve d'un grand dynamisme dans la direction de son ministère. L'état d'esprit de son personnel est excellent et son service extérieur est sans aucun doute l'un des meilleurs dans le monde à l'heure actuelle. Chaque homme d'affaires qui a eu à travailler avec eux peut l'attester.

Ce ministère n'a cessé d'aller de l'avant. On s'en rend compte si l'on se reporte aux innovations sûres et réalistes qui ont été prises pour stimuler la vente des produits canadiens.